

Retraites : le mariage non consommé de la philosophie et de la politique

mercredi 20 octobre 2010, par [Attac France](#), [HARRIBEY Jean-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 20 octobre 2010).

Sommaire

- [Pile : victoire des idées](#)
- [Face : sortir de l'impasse ?](#)
- [Relancer ou bifurquer ?](#)

Peut-on gagner une bataille philosophiquement et la perdre politiquement ? Autre façon de poser la question : si on est certain de perdre politiquement quand on a perdu auparavant la bataille des idées, il n'est pas sûr que gagner celle-ci suffise à vaincre politiquement. La lutte contre la réforme des retraites imposée de force par Sarkozy illustre cet apparent paradoxe.

Au mois de janvier 2010, tout semblait joué : la lobotomie médiatico-politique du « travailler toujours plus » était en marche pour faire entrer dans les têtes que vivre plus longtemps devait se traduire par rester au travail. Neuf mois après, l'entreprise de bourrage de crâne a échoué : 70 % de la population juge injuste la réforme. Tous les arguments du patronat et du gouvernement ont été démontés et tous leurs non-dits ont été mis au grand jour. Il faut cependant aller plus loin encore.

Pile : victoire des idées

Le premier enjeu qui a fait consensus au sein de tous les syndicats, les partis et les associations engagés dans le refus de cette réforme porte sur le partage des revenus. C'était notamment le point de départ de l'appel Attac-Copernic « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » [1]. Le mensonge initial de la classe dominante est de faire croire que l'on peut raisonner sur l'évolution démographique sans mettre en parallèle l'évolution de l'économie et surtout la manière dont on partage les fruits du travail collectif. Première bataille et première victoire : alors que le capitalisme a accentué jusqu'à un point indécent les inégalités, que la société a été contrainte d'endosser le coût de la crise tandis que les fauteurs de crise continuaient à s'enrichir, la population a compris qu'il y avait arnaque à grande échelle.

Deuxième enjeu indissociable du précédent : l'ampleur du chômage et les difficultés d'insertion des jeunes dans l'emploi interdisent qu'on maintienne de force au travail les plus âgés tandis qu'on envoie galérer les plus jeunes. Le gouvernement avait parié sur la passivité et l'indifférence de la jeunesse, abrutie par un matraquage incessant : « vous n'aurez pas de retraite ». Il a perdu son pari. De plus, l'hypocrisie des discours sur la nécessité d'augmenter le taux d'emploi des seniors pendant que beaucoup d'entreprises s'en débarrassent à 59 ans est patente. Nombre de victimes de plans anti-sociaux sont venues le crier dans les manifestations.

Démographie, économie et travail ne trouvent leur résolution que dans le partage du temps de travail nécessaire pour satisfaire les besoins. La réduction du temps de travail, hantise de la bourgeoisie à toutes les époques et sous toutes les latitudes, est le pivot de l'inversion du sens du

partage de la valeur ajoutée entre le travail et le capital. Le ministre Éric Woerth a lui-même désigné quels étaient les fondamentaux de sa réforme : le recul des deux bornes d'âge de la retraite et l'allongement de la durée de cotisation. Tout juste. En condamnant au travail forcé jusqu'à 62 ou 67 ans, on atteint ou on dépasse l'âge moyen jusqu'auquel les individus restent en bonne santé (63 ans pour les hommes, 64 ans pour les femmes). Ils n'auraient droit à la retraite qu'une fois leur santé trop détériorée pour être jugés employables. Ainsi, le temps de vie soustrait à l'exploitation, à la subordination et à l'aliénation serait réduit à la portion congrue. Cela aussi, la majorité des citoyens l'a compris.

Ce n'était d'ailleurs pas très difficile. En obligeant les salariés ayant commencé à travailler tôt à s'épuiser pendant 42 ou 44 ans, en refusant de reconnaître la notion de travail pénible et en subordonnant à un contrôle individuel la reconnaissance d'une usure dont les méfaits ne pourraient éventuellement se manifester qu'ultérieurement, les souhaits du Medef étaient complètement exaucés. Quelle femme, et au-delà quel citoyen, n'a pas intuitivement et viscéralement senti que les victimes du travail pénible, de la précarité, des carrières discontinues et du temps partiel imposé – forme particulièrement pernicieuse de la seule RTT admise par les employeurs – seraient atteintes par une triple peine : boulots précaires et mal payés pendant la vie active, droit à la retraite reculé jusqu'à 67 ans et, au bout, pensions rabougries ? Le sens du travail, le plein emploi de qualité et la justice sociale se rejoignent ici.

Qui aurait imaginé au départ que, derrière les retraites, on aurait réussi à élaborer une critique du productivisme ? Ce n'est pas le moindre des mérites des multiples débats dont Attac a le secret que d'avoir permis de développer l'idée suivante : la remise en cause du « travailler plus à l'échelle de la vie » est une réaffirmation de l'aspiration à l'émancipation vis-à-vis de toutes les formes de domination, notamment celle subie dans un travail voué à nourrir une accumulation sans fin, dont nous savons qu'elle est impossible, ce qui n'est pas étranger aux limites intrinsèques du capitalisme que révèle la crise actuelle.

Est-ce à dire qu'il faut faire le deuil de toute amélioration économique, de tout gain de productivité ? Ce serait l'erreur inversée de celle commise par les chantres de la croissance économique éternelle. Mais l'hypothèse du ralentissement des gains de productivité à l'avenir confirme notre choix en faveur – et renforce notre exigence – d'une répartition juste du temps de travail et des revenus, car, contrairement à une croyance aussi bien répandue chez les libéraux que chez certains écologistes, il n'y a pas d'autre source de revenus monétaires que celle dont la valeur ajoutée est la contrepartie et qui provient elle-même du travail et d'elle seule. À l'avenir, ne seront acceptables que les gains obtenus sans intensification du travail et sans ponction et dommage irrémédiables sur les écosystèmes. Et, quels que soient ces gains, d'autant plus s'ils sont faibles, les partager deviendra impératif, notamment en les affectant à la RTT.

En tirant le fil de la retraite, on dévide toute la pelote du capitalisme : de l'économique au social, du social à l'écologique, et de tout cela à la solidarité internationale. En effet, et ce n'est pas mince dans la problématique altermondialiste, si nous refusons la retraite par capitalisation, ce n'est pas essentiellement parce qu'elle serait risquée à la Bourse, c'est parce qu'elle impliquerait d'accaparer des rentes prélevées sur le fruit du travail de plus exploités que nous encore à l'autre bout du monde.

Que peut-on souhaiter comme contribution supplémentaire du Conseil scientifique d'Attac dans cette période où se dressent de tels enjeux de civilisation ? Déjà, la participation de beaucoup de ses membres au « Manifeste des économistes atterrés » [\[2\]](#) est la marque d'un ancrage dans les secousses profondes qui ébranlent les dogmes dominants. Mais il est un domaine où le Conseil scientifique pourrait retrouver une originalité particulière. Les deux dernières Universités citoyennes ont posé la problématique du dépassement du capitalisme et des alternatives

émancipatrices à construire, dans la double perspective de critique de l'exploitation du travail et du productivisme. Dans ce contexte de crise globale du capitalisme qui ajoute à sa dimension classique de suraccumulation un caractère inédit tenant à la difficulté indépassable d'assurer une reproduction du système à une échelle toujours plus grande, la tension reste néanmoins forte entre ceux qui tentent d'intégrer ces deux problèmes et ceux qui accordent la priorité l'un ou l'autre de ces deux pôles. Cette tension prend souvent la forme de la question : la « critique de l'économie politique » telle que l'a inaugurée Marx est-elle obsolète ?

Certains l'affirment, mais mon hypothèse est qu'ils confondent deux registres de raisonnement. Le premier de ces registres établit que l'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artéfacts. Pour autant, peut-on en conclure que le travail ne serait plus la source de la valeur monétaire que se répartissent à grand renfort de luttes travail et capital, et que celle-ci proviendrait de la nature ? Ce serait nier l'incommensurabilité de la nature et de l'économie et que, si la nature est une richesse, elle ne crée pas de valeur, tout en étant indispensable à la création de valeur ! Ainsi, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement. [3] Il ne fait donc pas de doute que ce dernier circuit est parasité, « court-circuité » par l'exigence de profit posée par le capital. Ma conclusion est que, si on abandonnait les catégories de la critique de l'économie politique pour celles exclusives de l'écologie qui surplomberaient tout, on se condamnerait à une démarche bancale, inverse de celle qui a conduit à nombre d'échecs du XX^e siècle.

Face : sortir de l'impasse ?

Quel rapport tout cela a-t-il avec la politique ? Autrement dit, en quoi l'avancée de la conscience de la population en ce qui concerne les enjeux sous-jacents à la question des retraites rencontre-t-elle celle du politique ? Je vois deux aspects, l'un qui concerne les contradictions à résoudre pour définir un projet alternatif, l'autre qui concerne la traduction politique d'une mobilisation sociale de très grande ampleur.

Malgré la tension évoquée ci-dessus, un accord progresse, du moins dans les familles de l'altermondialisme et de la gauche de gauche, autour de l'impossibilité de dissocier la remise en cause de la logique du capitalisme et celle de la croissance économique infinie. Il faut alors rendre explicites pour la majorité de la population ces deux combats à mener de front, de façon à articuler toujours mieux social et écologie. Mais, tandis que nombre de propositions alternatives à la logique du profit et du productivisme sont élaborées, tout se passe comme si la plupart des intervenants se livraient à un jeu de quilles où le « plus écologiste que moi, tu meurs » tient lieu d'élaboration théorique.

Si les « économistes atterrés » tiennent leur premier colloque, ils sont aussitôt caricaturés en « croissancistes atterrés » (Hervé Kempf, *Le Monde*, 12 octobre 2010). L'idée que les gains de productivité doivent être partagés est retoquée puisque nous devons dire *Adieu à la croissance* (Jean Gadrey, Éd. Les petits matins, 2010). Certains croient percevoir un « tournant écolo d'Attac » (*Mouvements* [4], septembre 2010). Un autre adopte une figure christique « Marx, ô Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ? » (Bernard Maris, Éd. Les échappés, 2010), pendant qu'un verdict définitif est porté contre l'« impossible marxisme vert » (Vincent Cheynet, *La Décroissance*, octobre 2010) en réponse à *L'impossible capitalisme vert* de Daniel Tanuro (La Découverte, 2010), lequel pourtant abandonne le

mythe du développement illimité des forces productives. Que peut faire le Conseil scientifique pour aider à porter un regard nouveau et à déconstruire ce jeu de massacre ? Le livre d'Attac, *Le développement a-t-il un avenir ?* (Mille et une nuits, 2004) [5] avait marqué une étape. A la lumière des mobilisations contre la dégradation sociale et écologique et des initiatives qui éclosent, il serait possible de donner une suite à cette élaboration théorique aux conséquences politiques primordiales. Par exemple, faire des propositions pour enclencher une transition qui permette de « bifurquer » au lieu de « relancer » [Cette alternative était contenue dans le titre « Relancer ou bifurquer ? » de l'éditorial de Lignes d'Attac, n° 72, décembre 2008. Reproduit ci-dessous.]. On pourrait alors examiner les conditions pour qu'une société qui a l'ambition d'être solidaire et écologique quitte la voie du productivisme et qu'ainsi une production de qualité, mais en quantité moindre sur certains points, ne soit pas perçue comme une régression. On s'apercevrait peut-être alors qu'on peut se défaire de l'illusion de la croissance infinie et aussi en finir avec les faux-fuyants de « *la décroissance qui n'est pas une diminution mais un mot-obus* ». Il y va de la convergence des forces qui ont gardé l'ambition de l'émancipation humaine.

Projet éminemment politique qui, pour l'instant, se heurte à l'impasse institutionnelle et politique que la lutte contre la réforme des retraites illustre. Une lutte sociale qui catalyse sur le sujet des retraites le refus de l'ensemble des politiques économiques et sociales des trente dernières années ne trouve pas de débouché institutionnel et politique capable de vaincre l'obstination d'un gouvernement des riches. Parmi les partis de gauche, ceux qui attendent 2012, soit en croyant que 2012 leur tombera tout cuit dans la bouche alors que 2012 se joue maintenant, soit en pensant que ce que fait la droite ne sera plus à faire, et ceux qui, à gauche de la gauche, se disputent le leadership ou bien ne veulent pas entendre parler de solution institutionnelle, feraient bien d'y regarder à deux fois. De tous côtés, le risque est l'impasse institutionnelle. S'il se concrétise, il ne reste alors que deux issues : la défaite ou un saut qualitatif de la mobilisation pour paralyser l'économie jusqu'à ce que ce que ce gouvernement lâche prise. Mais, pour qu'un nombre croissant de travailleurs se mettent en action pour paralyser l'économie, il faut qu'ils aient le sentiment que le déblocage politique est possible. On revient donc au problème précédent.

La bataille des idées a été gagnée. Mais l'issue de la bataille politique (politique dans le sens du choix de société) est incertaine. La plupart des analyses (même à droite) s'accordaient pour interpréter la victoire de Sarkozy à la présidentielle de 2007 comme celle d'un « bloc hégémonique » au sens de Gramsci. Nous sommes dans la situation inversée. La victoire sur le plan de la philosophie qui inspire une conception de la retraite autre que celle voulue par les forces réactionnaires n'a pas encore rencontré le pendant qui lui est nécessaire sur le plan de son expression politique. Marcher sur deux jambes disait quelqu'un...

Jean-Marie Harribey

Relancer ou bifurquer ?

Editorial de *Lignes d'Attac*, n° 72, décembre 2008
<http://www.france.attac.org/spip.php?article9948>.

Le capitalisme n'est sans doute pas sur le point de mourir. Bien que la limite écologique à l'expansion économique se rapproche de plus en plus, il a une immense réserve de main-d'œuvre à prolétarianiser puisque la moitié de l'humanité vit encore dans les campagnes. Mais, comme il n'est pas

certain que le second facteur compense le premier, la crise actuelle, par son ampleur et sa globalité, montre la finitude du capitalisme, c'est-à-dire son incapacité à repousser indéfiniment la frontière de l'exploitation humaine et celle de l'exploitation de la nature. Le modèle d'accumulation financière qui s'était imposé depuis trente ans a explosé parce que, à force de précariser la condition salariale, la finance hors-sol a fait long feu. Aujourd'hui, alors que les tenants du système s'affairent pour le « refonder », nombre de voix reconnaissent qu'il est insoutenable à long terme et que la question de son dépassement est de nouveau posée.

La crise rend ce diagnostic raisonnable, mais donne au problème de la transition une redoutable acuité. Les gouvernements, des deux côtés de l'Atlantique, essaient de relancer en toute hâte l'économie, abandonnant pour un instant leurs dogmes de rigueur néolibéraux, et semblant renouer avec des principes keynésiens, naguère abhorrés. Que doit penser le mouvement social de cette subite conversion ? Les voies d'un capitalisme vert, d'une croissance verte ou d'un keynésianisme vert sont-elles prometteuses ?

La récession qui s'amorce n'est pas d'ordre cyclique. Relancer la machine de manière aveugle, fût-ce pour produire des voitures propres à la place de voitures polluantes, n'est donc pas à la hauteur des enjeux. La perspective qu'une fraction de l'économie répare ce que détruit l'autre enlève toute pertinence à la notion de capitalisme vert. Et cela d'autant plus que ne serait pas remise en cause la profonde inégalité des revenus et de l'accès aux ressources naturelles.

Puisque la crise n'est pas seulement une crise financière, mais qu'elle est globale, montrant que le modèle de développement fondé sur l'accumulation du capital a épuisé sa promesse de lendemains meilleurs, une régulation de type keynésien promouvant des politiques budgétaire et monétaire sera nécessaire à court terme, mais demandera à être immédiatement englobée dans une perspective plus large. Perspective mondiale, d'abord, alors que chaque État tente maintenant de tirer son épingle du jeu au détriment du voisin. Perspective systémique, ensuite, dont on peut cerner au moins trois dimensions.

- La socialisation, c'est-à-dire l'appropriation collective des biens communs de l'humanité, dont fait partie la monnaie, vise à s'attaquer à l'une des sources du pouvoir, la propriété des éléments essentiels à la vie.
- La répartition équitable des revenus et de toutes les richesses est le talon d'Achille du capitalisme : l'heure est venue d'imposer une limite aux hauts revenus et une fiscalité très progressive, dans chaque pays et à l'échelle mondiale.
- Le mode de développement doit être qualitatif, à base de réduction du temps de travail, de services non marchands accessibles à tous, de systèmes énergétiques renouvelables et d'équilibre des territoires.

Cela ne s'appellerait plus relance mais bifurcation, seule solution raisonnable quand on arrive dans un cul-de-sac.

Notes

[1] <http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/> Disponible sur ESSF : [Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites](#)

[2] <http://atterres.org/>

[3] Voir J.M. Harribey, *Raconte-moi la crise*, Le Bord de l'eau, 2009, chapitres 11 à 14.

[4] La revue donne ce titre « Attac, le tournant écolo ? » à une interview de Geneviève Azam contre la volonté de celle-ci.

[5] Épuisé mais en libre accès à <http://www.france.attac.org/spip.php?article9665>.